

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CONCEPTION, CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DU CENTRE PENITENTIAIRE DE NIMES SUD (30)

ASSISTANCE TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA CONDUITE D'OPERATION ET COMMISSIONNEMENT

Règlement de la Consultation

DATES ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

04 août 2025 avant 12h00

Sommaire

CONCEPTION, CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DU CENTRE PENITENTIAIRE DE NIMES SUD (30).....	1
Règlement de la Consultation	1
1 Objet de la consultation	3
1.1 Objet du présent marché	3
1.2 Contexte de l’opération de conception-construction et aménagement	3
2 Conditions de la consultation	6
2.1 Mode de consultation	6
2.2 Forme que devra revêtir le groupement d’opérateurs économiques attributaire du marché :	6
2.3 Décomposition en tranches	7
2.4 Variantes 7	
2.5 Durée du marché	8
2.6 Délai de validité des offres	8
2.7 Modifications de détail au dossier de consultation	8
2.8 Prise de connaissance du DCE du marché de conception-réalisation.....	8
3 Pièces constitutives du dossier de consultation	8
4 Clause sur la confidentialité des documents	9
5 Présentation des candidatures et des offres	9
5.1 Dossier de candidature – conditions de participation	9
5.2 Dossier de présentation de l’offre	11
6 Vérification des conditions de participation et examen des offres.....	13
6.1 Sélection des candidatures.....	13
6.2 Jugement des offres.....	13
7 Conditions d’envoi ou de remise des offres	13
8 Modalités de dématérialisation de la procédure.....	14
8.1 Signature électronique.....	14
8.2 Copie de sauvegarde.....	14
9 Renseignements complémentaires	15
10 Documents à remettre par le candidat auquel il est envisagé d’attribuer le marché.....	16
11 Voies de recours	16
12 ANNEXE N°1 – DECLARATION SUR L’HONNEUR	18
Détail du groupement attributaire :	19

1 Objet de la consultation

1.1 Objet du présent marché

Le présent marché a pour objet un ensemble de prestations concourant à l'assistance technique du maître d'ouvrage ainsi qu'au commissionnement dans le cadre du suivi des études, des travaux, de la garantie de parfait achèvement du marché de conception-réalisation et aménagement de l'établissement pénitentiaire de Nîmes Sud (30) et du suivi des 2 premières années d'exploitation de l'établissement.

Le cahier des clauses techniques particulières relatif au présent marché présente l'opération, donne le détail de la mission et définit ses limites par rapport à celles des autres intervenants.

Le commissionnement est l'ensemble des tâches pour mener à terme une installation neuve afin qu'elle atteigne le niveau des performances contractuelles et crée les conditions pour les maintenir.

Ce marché a pour objectif de :

- Vérifier le respect du programme fonctionnel ;
- Vérifier le respect du programme technique ;
- Vérifier le bon état de fonctionnement des systèmes à la livraison ainsi que la maintenabilité des équipements ;
- S'assurer d'une prise en main complète des systèmes par les équipes de maintenance et garantir les conditions de maintenabilité ;
- Confirmer le respect des objectifs de confort et performance du site ;
- Assurer l'atteinte des performances contractuelles.

Le titulaire du présent marché, ci-après dénommé « l'assistant technique » s'assurera, lors de l'exécution des études et des travaux, du respect des pièces contractuelles et réglementaires et en rendra compte au maître de l'ouvrage. Il jouera également le rôle d'agent de commissionnement.

1.2 Contexte de l'opération de conception-construction et aménagement

Le projet du centre pénitentiaire Nîmes sud consiste en la réalisation d'un nouvel établissement pénitentiaire d'une capacité nominale de 700 places, comprenant un pôle d'extraction judiciaire et un effectif de personnel prévisionnel de 385 personnes. L'emprise du site se situe sur les communes de Nîmes et de Milhaud (30). L'implantation de l'établissement est prévue en site libre sur une partie du site OC'VIA. Cette ancienne base de travaux SNCF est actuellement en friche.

Le projet prévoit, sur l'emprise d'une surface bâissable en enceinte d'environ 17 ha, la construction d'un établissement d'une surface utile de 24 000m² avec une hauteur maximum de R + 3. Au niveau des espaces extérieurs hors enceinte, il est prévu un parking d'environ 480 places.

Plan de situation

- Périmètre du site d'étude
- Limite de commune
- ↗ Sortie autoroute

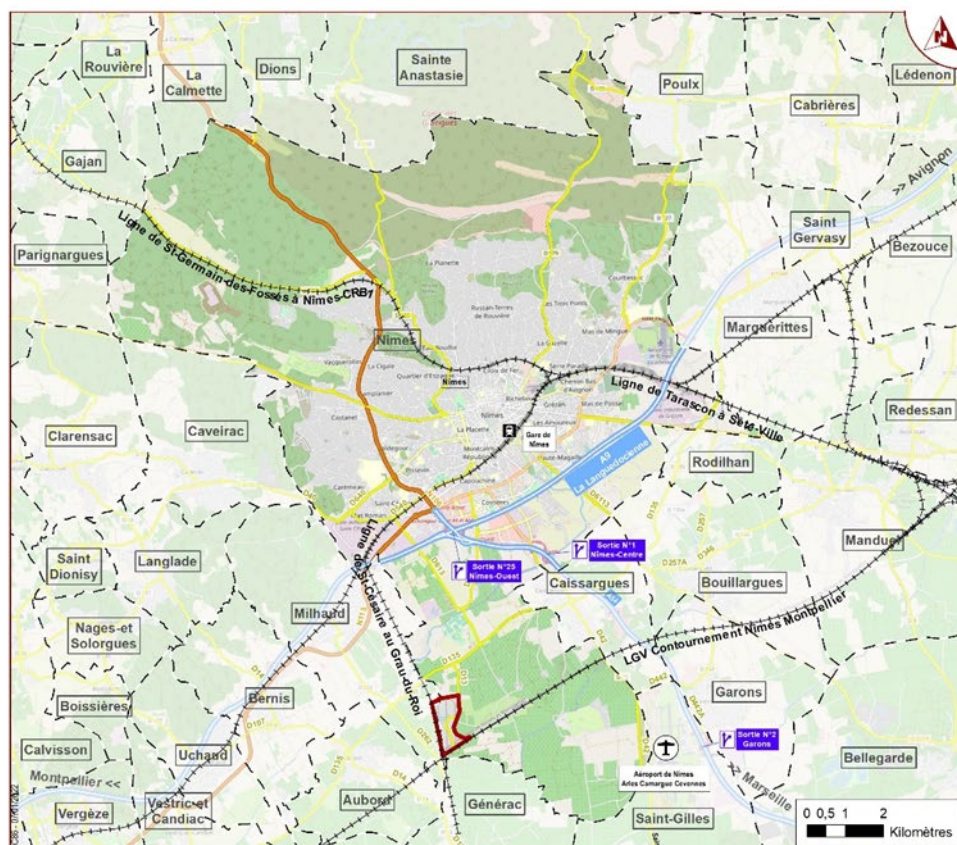
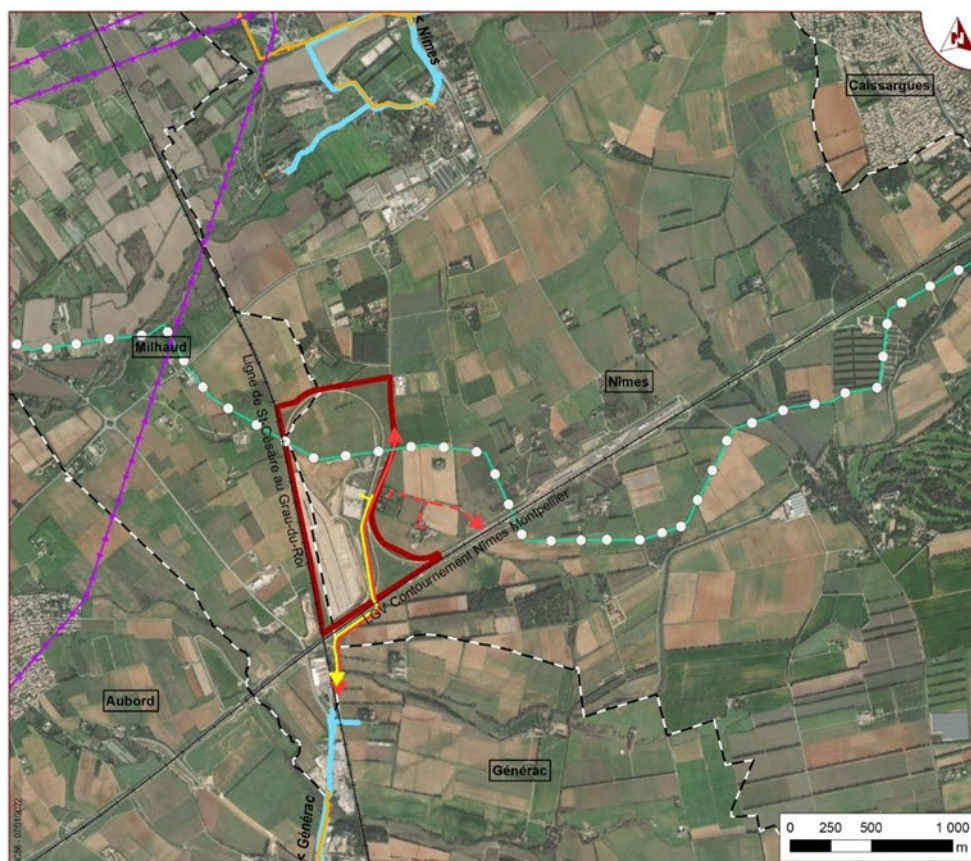


Figure 1 : Plan de situation - APIJ

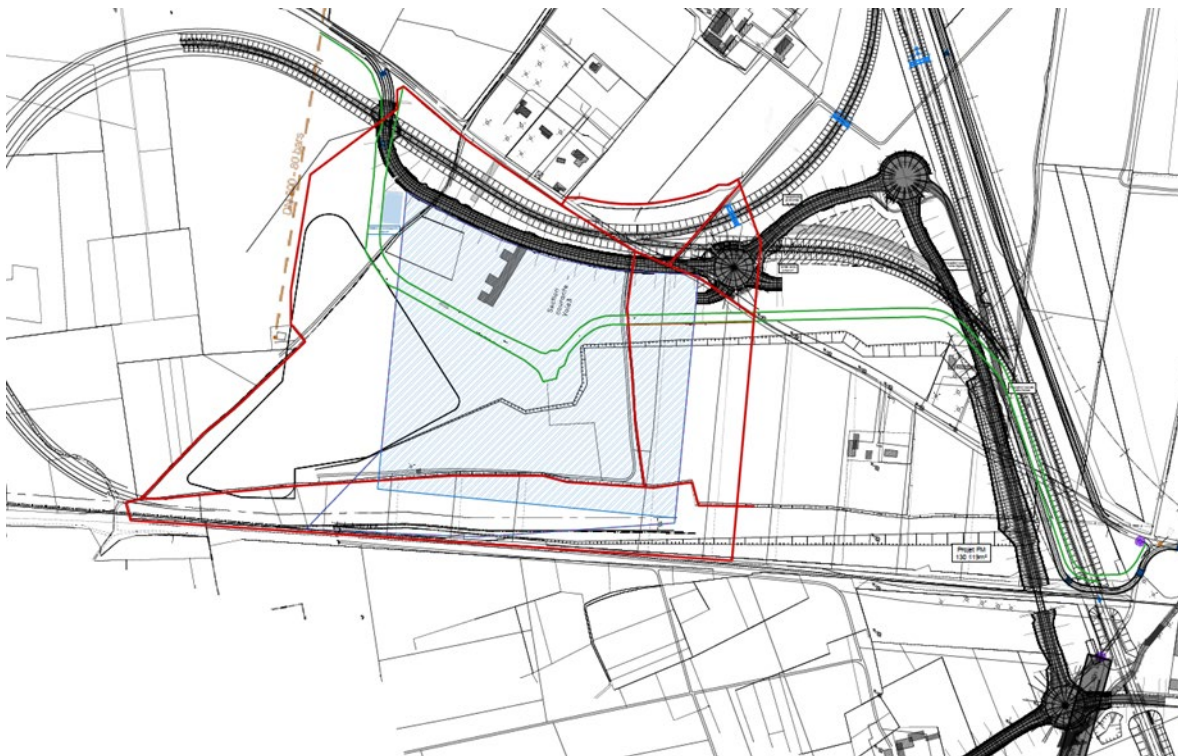
Le site est au croisement des voies ferrées régionales et LGV. Il est desservi par une route départementale RD13 qui sera à dévier pour permettre l'implantation du projet ainsi qu'un projet voisin, porté par les collectivités locales (ZAE).

Réseaux

-  Périmètre du site d'étude
-  Limite de commune
-  Voie ferrée
-  Ligne électrique
-  Canalisations de transport de gaz
-  ERDF BT.aérien
-  RTE Souterrain
-  Réseau de fibre THD Gecko
-  Canalisations d'eaux usées ou d'assainissement
-  Canalisations d'eau potable



L'emprise d'implantation prévisionnelle de l'établissement est donnée sur la carte ci-dessous (zone hachurée en bleu):



NOTA : la localisation du site pénitentiaire et de la route sont données à titre indicatif

Pour permettre l'implantation du projet, des travaux de prolongement des réseaux urbains (amenée eau potable, assainissement, électricité, gaz, fibre, etc) et de viabilisation du site seront effectués ainsi que des travaux sur le réseau voirie pour adapter l'accès au site. Un traitement paysager est prévu sur le site

Etant donné la proximité avec l'habitat d'une espèce protégée identifiée au nord du site (site Natura 2000), une grande vigilance sera apportée pour limiter les nuisances du chantier sur cette zone.

Au sud du centre pénitentiaire, le reste du site Oc'via devrait accueillir à terme une zone économique que projette de développer la métropole de Nîmes sur environ 15 hectares.

Le coût du marché de conception réalisation est estimé à 135 600 000 € HT (cent trente-cinq millions six cent mille d'euros hors taxes) en mois de valeur déc. 2023.

2 Conditions de la consultation

2.1 Mode de consultation

La présente consultation est passée selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions en application des articles L2124-1 et L2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

2.2 Forme que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Le marché peut être attribué à un candidat unique ou à un groupement.

Les candidats pourront soumissionner sous la forme juridique de leur choix. Les candidats pourront se présenter en agissant, soit en qualité de candidat individuel, soit en tant que membre d'un groupement. En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire ou un groupement solidaire.

2.3 Décomposition en tranches

Le marché est composé d'une tranche ferme et de deux tranches optionnelles :

➤ **Tranche ferme : Conception, réalisation et aménagement de l'établissement pénitentiaire**

La tranche ferme du présent marché couvre l'application des missions confiées à l'assistant technique, correspondant au périmètre du projet regroupant l'ensemble des ouvrages et espaces en et hors enceinte de l'établissement, ainsi que ses équipements associés, hors la conception-réalisation du dévoiement de la route RD13 prévue en tranche optionnelle.

La solution technique retenue en tranche ferme pour respecter les exigences de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables consiste en la plantation d'arbres permettant d'ombrager les parkings du projet sur au moins la moitié de leur superficie. Cette solution est prévue en tranche ferme.

La tranche ferme inclut aussi la mise en œuvre de mesures conservatoires permettant ultérieurement l'installation d'ombrières couvrant au moins la moitié de la superficie des parkings du projet et intégrant des panneaux photovoltaïques sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage.

Dans ce périmètre, la tranche ferme intègre l'ensemble des éléments de missions listés à l'article 1.2 à la fois sur les phases d'étude de conception (APS, APD, PRO), que de préparation, de réalisation, de réception de travaux et suivi en GPA.

La tranche ferme comprend, en sus du périmètre cité plus haut, les phases d'études APS, APD et PRO pour la mise en place des ombrières avec panneaux photovoltaïques précitées.

➤ **Tranche optionnelle 1 : Conception réalisation du dévoiement de la RD13-route de Générac et du rond-point d'accès local**

La tranche optionnelle 1 couvre l'application des missions confiées à l'assistant technique et sur l'ensemble des phases d'étude de conception (APS, APD, PRO), de préparation, de réalisation, de réception de travaux et suivi en GPA, correspondant aux travaux de dévoiement de la route RD13 et du rond-point d'accès local.

Il s'agit d'une voirie de type départementale de 3 mètres de large (deux fois une voie) avec piste cyclable. Ce dévoiement se fera sur environ 1,5km et une comportera un giratoire à 3 branches minimum permettant l'accès au centre pénitentiaire d'une part et à une future zone économique d'autre part.

➤ **Tranche optionnelle 2 : Conception réalisation d'ombrières sur les parkings**

La tranche optionnelle 2 couvre l'application des missions confiées à l'assistant technique, pour la réalisation des études d'exécution (EXE) et des travaux de réalisation d'ombrières sur les parkings.

Ces ombrières couvriront au moins la moitié de la superficie des parkings du projet et intégrant des panneaux photovoltaïques sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage (en remplacement des arbres prévus dans la tranche ferme).

2.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.5 Durée du marché

Conformément à l'article 5 de l'acte d'engagement du présent marché, le marché est conclu pour une durée prévisionnelle de 63 mois minimum à compter de sa notification. La mission s'achèvera à la fin du délai de la phase de 2 ans du suivi de la phase d'exploitation (Mission R4).

Des délais de prestations spécifiques sont précisés aux articles 5.1 du CCAP et à l'annexe 1 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts jours (180) jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement.

2.7 Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée à une date ultérieure, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 Prise de connaissance du DCE du marché de conception-réalisation

Le dossier de consultation des entreprises du marché de conception-réalisation fixe le cadre contractuel et programmatique dans lequel le projet de l'établissement pénitentiaire va s'inscrire, et est donc un élément fondamental pour la mission de l'assistant technique.

Le projet de DCE du marché de conception-réalisation comporte notamment :

- Le programme prévisionnel du marché de conception-réalisation et aménagement
- Le CCAP prévisionnel du marché de conception-réalisation et aménagement
- Le dossier de site prévisionnel du marché de conception-réalisation et aménagement

Le CCAP prévisionnel est joint au DCE de la présente consultation. Les autres documents peuvent être consultés par les candidats qui le souhaitent. Cependant, au vu de la nature confidentielle de ces documents, leur consultation peut être effectuée uniquement sur des **dossiers papier consultables dans les locaux de l'APIJ.**

Pour pouvoir consulter ce dossier, les candidats qui le souhaitent feront une demande à katia.buoro-fabregue@apij-justice.fr et diane.bernard@apij-justice.fr au minimum 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres, pour convenir d'un rendez-vous. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser toute demande de rendez-vous effectuée ultérieurement.

Les candidats ayant pris un rendez-vous dans les conditions décrites ci-dessus pourront consulter librement les pièces du dossier, mais ne sont pas autorisés à prendre une copie ou photographie des documents.

3 Pièces constitutives du dossier de consultation

Les pièces constitutives du dossier de consultation sont les suivantes :

- 1) le présent Règlement de Consultation (RC) et ses annexes :
 - 1.1) son annexe n°01 relative à la déclaration sur l'honneur d'indépendance du candidat vis-à-vis des groupements de conception-réalisation et aménagement
 - 1.2) son annexe n°02 relative au cadre de réponse de la candidature
 - 1.3) son annexe n°03 relative au cadre de réponse des temps passés

- 2) l'Acte d'Engagement (AE)
 - 2.1) son annexe n°01 relative à la répartition des honoraires entre co-traitants
 - 2.2) son annexe n°02 relative à l'acte spécial de sous-traitance
- 3) Le cadre de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) par mission et par cotraitant
- 4) le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
 - 4.1) son annexe n°01 relative aux documents à remettre et aux délais de remise
- 5) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
 - 5.1) son annexe n°01 relative aux contraintes d'accès
 - 5.2) son annexe n°2 relative au sommaire du DCE du marché de conception-réalisation
- 6) Le cadre de mémoire technique
- 7) La note de synthèse de l'opération du marché de conception, réalisation et aménagement de l'établissement pénitentiaire de Nîmes Sud (30).
- 8) Le CCAP prévisionnel du marché de conception, réalisation et aménagement de l'établissement pénitentiaire de Nîmes Sud (30).
- 9) Le schéma de contrôle qualité type développé par l'APIJ sur la base des retours d'expériences du maître d'ouvrage et sa note méthodologique d'accompagnement.
- 10) La note méthodologique du Schéma de contrôle qualité pénitentiaire.
- 11) Les réunions thématiques types en phase études et réalisation.

4 Clause sur la confidentialité des documents

Sans objet

5 Présentation des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Elles seront composées de deux dossiers :

5.1 Dossier de candidature – conditions de participation

Ce dossier devra contenir pour chaque candidat ou chaque membre du groupement solidaire tous les éléments mentionnés, à savoir :

Situation juridique du candidat

1. Une lettre de candidature et la désignation du mandataire par ses cotraitants complétée (formulaire [DC1 version du 1^{er} avril 2019](#)) ainsi que les coordonnées de l'ensemble des contractants et sous-traitants dans le cadre de réponse (fichier xlsx).
2. Si le(s) candidat(s) est en redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Capacités financières

3. Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ([DC2](#)) et à reporter dans le cadre de réponse (fichier xls).

Capacités professionnelles et techniques

4. Trois (3) références, de moins de 3 ans, comparables à l'objet du marché (préciser pour chaque référence) à remplir dans le cadre de réponse :
- le nom du donneur d'ordre (maître d'ouvrage ou pouvoir adjudicateur)
 - ses coordonnées,
 - le nom du maître d'œuvre (architecte ou bureau d'études),
 - l'objet de l'opération
 - son adresse
 - sa surface en m² de Surface De Plancher
 - son calendrier (début-fin hors gpa)
 - le montant hors taxes des travaux
 - la nature de l'intervention (missions)
 - le montant hors taxes du marché du candidat,
 - Les prestations pourront utilement être appuyées par des attestations de bonne exécution des prestations réalisées, précisant si elles ont été menées régulièrement à bonne fin. Si le candidat ou chaque membre du groupement transmet plus de 3 références, seules les 3 premières seront examinées dans l'ordre de présentation.
5. Effectifs moyens annuels des 3 dernières années, à remplir dans le cadre de réponse (fichier xls).
6. Les titres d'études des responsables de prestations de services ainsi que leurs principales expériences de même nature que celle du marché démontrant que le candidat dispose en son sein de compétences spécifiques, consolidées par des expériences s'y rapportant (3 références maximum par compétence) :
- économie de la construction ;
 - planification (études et travaux) et l'ordonnancement des chantiers ;
 - expertise de niveau bureau d'étude technique en commissionnement ;
 - expertise de niveau bureau d'étude technique pour assurer le contrôle qualité du projet (démarche schéma contrôle qualité) ;
 - expertise de niveau bureau d'étude technique, pour l'ensemble des corps d'états techniques et en particulier pour chacune des spécialités listées ci-dessous :
 - Courants faibles,
 - Sûreté/sécurité (surveillance, contrôle d'accès, détection et prévention de franchissements),
 - Sécurité incendie et désenfumage,
 - Génie climatique, CVC-plomberie,
 - Performances thermiques,
 - Services aux personnes (cuisine, blanchisserie, ...),
 - Courants forts,
 - Structure béton, fondations, structure métallique,

- Second-Œuvre,
- VRD, aménagements paysagers, environnement, faune-flore,
- STD,
- Hydrogéologie, gestion des eaux pluviales, protection de la nappe,
- Energie renouvelable,
- Gestion des eaux, aménagements paysagers,
- Confort hygrothermique, acoustique et visuel,
- Gestion de l'énergie, l'eau, les déchets,
- Exploitation-maintenance,
- Matériaux et durabilité ;
- Expertise technique de niveau maîtrise d'œuvre mobilier et signalétique ;
- Suivi des garanties légales (suivi des sinistres et des quitus de levée de réserves).

Les candidats sont invités à compléter le Cadre de réponse candidature joint en annexe n°2 du présent RC.
Toute documentation commerciale est proscrite.

Si les candidats sont dans l'impossibilité de produire les documents au titre de la candidature (entreprise de création récente essentiellement), ils peuvent justifier de leurs capacités financières et de leurs références professionnelles par tout autre moyen.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale.

Les candidats ne disposant pas de capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes seront éliminés.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>.

Le candidat indiquera l'adresse courriel valide dans le cadre de candidature en annexe n°02 du règlement de consultation.

A noter : **Le cadre de réponse de candidature doit également être rempli, et remis sous format natif .xls (ou similaire).**

5.2 Dossier de présentation de l'offre

Ce dossier comprendra les pièces suivantes :

A- Un projet de marché comprenant :

1. L'acte d'engagement (AE) et son annexe n°1 (répartition des honoraires par cotraitants) et n°2 (acte spécial de sous-traitance) complétés. Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 9.2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 6.2 de l'acte d'engagement.

B- Un mémoire technique sur la base cadre de mémoire transmis:

1. La note de compréhension de la mission
2. La liste nominative sous forme d'organigramme, des différents intervenants, y compris les spécialistes, qui seront affectés à l'exécution du marché ainsi que la présentation de leur curriculum vitae et de leurs expériences respectives. Cette liste doit reprendre exactement les personnes qui travailleront effectivement sur l'opération.
3. La méthodologie adoptée en vue d'assurer les prestations, notamment l'indication précise des tâches qu'il est prévu de confier à chacun d'entre eux, y compris la répartition des compétences spécifiques, notamment :
 - L'analyse de la conformité au programme et en particulier de la conformité technique ;
 - L'analyse des aspects calendaires ;
 - Le suivi des travaux ;
 - L'analyse du volet développement durable et environnement ;
 - Le commissionnement ;
 - La méthodologie proposée pour l'analyse et le suivi de la démarche relative au Schéma de Contrôle Qualité (SCQ) ;
 - L'analyse du volet exploitation maintenance ;
 - Le suivi des modifications de programme en phase étude et des travaux modificatifs ;
 - Le suivi de la phase exploitation-maintenance ;
 - La méthodologie proposée en termes d'utilisation de la maquette numérique. Cette note présentera : les méthodes d'utilisation de la maquette numérique aux différentes phases de l'opération (études et exécution), notamment pour contrôler le respect du programme, les modalités de collaboration avec les autres acteurs du projet autour de la maquette numérique, et les moyens dont le candidat dispose pour lire et exploiter une maquette numérique (format .ifc) ;
4. Un dossier synthétique d'exemples de livrables de type compte de réunion, rapport d'analyse (comme SQC, FTM), OS, rapport déroulement OPR,...

C- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) complétée

D- L'annexe n°2 du présent Règlement de Consultation (RC) – Cadre des temps passés complétée

- E- Une déclaration d'indépendance conforme au modèle de l'annexe n°1 au présent règlement de consultation. Le candidat doit fournir une déclaration décrivant la nature de ses éventuels liens avec les groupements candidats au marché de conception-réalisation du centre pénitentiaire de Nîmes Sud). La liste des membres des groupements candidats est fournie.

Il est précisé que cette déclaration concerne le candidat, ses cotraitants et ses sous-traitants ou autres opérateurs dont il disposerait des capacités pour l'exécution dudit marché.

Avant l'attribution du présent marché, la mise à jour de la déclaration figurant en annexe sera demandée au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

Dans le cas où ce candidat ne présenterait pas d'indépendance vis-à-vis du groupement attributaire du marché de conception-réalisation du centre pénitentiaire de Nîmes Sud (30), le présent marché ne lui serait pas attribué. Le 1er candidat par ordre de classement des offres, présentant une indépendance vis-à-vis du groupement attributaire du marché de conception-réalisation, se verrait alors attribuer le marché.

6 Vérification des conditions de participation et examen des offres

6.1 Sélection des candidatures

Les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Nota : Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature.

6.2 Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- 1- **la valeur technique de l'offre, pour 70 %**, appréciée au travers de :
 - la compréhension du contexte du projet et de ses enjeux, telle qu'ils résultent du contenu du mémoire technique (5%)
 - La pertinence des moyens humains, notamment au regard des compétences spécifiques demandées (25 %),
 - la méthodologie et l'organisation proposée pour réaliser l'ensemble des missions, telle qu'elles résultent du contenu du mémoire technique ainsi que les modèles de livrables présentés dans le mémoire technique (25%),
 - la pertinence et la cohérence de la répartition du temps passé prévisionnel (15%).
- 2- **Le prix des prestations, pour 30%**, apprécié au regard du montant global et forfaitaire de l'acte d'engagement.

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) par mission, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié, ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le prestataire est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant.

7 Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les dossiers de candidatures et offres devront **OBLIGATOIREMENT** être adressées par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2791788&orgAcronyme=d3f> Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus.

Les candidats sont invités à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme Place.

8 Modalités de dématérialisation de la procédure

8.1 Signature électronique

A l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre.

Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera demandé une signature manuscrite.

Conformément à l'article L2132-2 du nouveau code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- L'acte d'engagement

Dans le cas où le candidat opte pour la signature électronique, chacun des documents doit être signé électroniquement.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les catégories de certificats conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance aux adresses suivantes :

- <http://www.ssi.gouv.fr/fr/certification-qualification/qualification-d-un-prestataire-de-service-de-confiance/organismes-de-qualification-habilites.html>
- liste de confiance d'un autre état membre de l'Union européenne.

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés.

Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

Il est rappelé aux candidats que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique et la signature du fichier ZIP ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

La liste exhaustive des formats bureautiques autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc et .xls.

8.2 Copie de sauvegarde

Le candidat qui effectue une transmission électronique de son offre peut effectuer, à titre de copie de sauvegarde de ces documents, une transmission sur un support dématérialisé, physique électronique ou sur papier.

En cas de transmission par voie électronique (dématérialisé), la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- Lettre recommandée électronique :
 - o Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste-produits-et-services-qualifies.pdf (ssi.gouv.fr)

o Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.eu)

- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique

En cas de transmission sur support physique électronique, l'acte d'engagement et les annexes financières devront être signés au moyen d'un certificat électronique conforme au RGS (voir ci-dessus).

En cas de transmission par voie papier, l'enveloppe contenant la copie de sauvegarde doit être scellée et comporter la mention lisible « Assistance technique du maître d'ouvrage pour l'opération du centre pénitentiaire de Nîmes Sud - copie de sauvegarde ». La copie de sauvegarde sur support physique électronique portera la mention « AMOT- CP30-Copie de Sauvegarde ».

En cas de transmission papier, elle devra :

- soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h00 à 17h00) contre récépissé à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – Direction juridique et des marchés – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.
- soit être adressée par voie postale sous pli recommandé avec A.R. à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – Direction juridique et des marchés – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

Cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres.

La copie de sauvegarde est ouverte :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Assurance et frais de transport :

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux –mêmes.

9 Renseignements complémentaires

Il est à noter que toute demande de renseignement complémentaire sera adressée au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres sur le site PLACE.

Si le pouvoir adjudicateur le juge pertinent, une réponse pourra être formulée, et elle sera dans ce cas adressée à tous les concurrents.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

10 Documents à remettre par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

En application des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
 - 1° Sa date d'embauche
 - 2° Sa nationalité
 - 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le marché ne pourra être notifié que lorsque l'attributaire aura produit au représentant du pouvoir adjudicateur les documents administratifs mentionnés ci-avant

A ce titre, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS pour l'obtention de ces documents. En cas d'absence des documents ou de documents non conformes, le candidat recevra une alerte via E Attestations pour produire les documents demandés.

A défaut de réponse dans un délai de 10 jours à compter de la demande sur E-Attestations, ou en cas de fourniture de documents non valables, l'offre du candidat provisoirement retenu est écartée au profit du candidat arrivant à sa suite selon le classement établi dans le rapport d'analyse des offres. Ce dernier se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

11 Voies de recours

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif compétent :

Recours prévu à l'article L.551-1 du code de justice administrative avant la signature du marché

Recours prévu à l'article L. 551-13 du code de justice administrative, au plus tard 31 jours après la publication de l'avis d'attribution du marché

Recours de pleine juridiction dans un délai de deux mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution ou de la date de notification au candidat du rejet de son offre.

Déclaration initiale (au stade de la remise d'offre, cocher la case correspondante)

agissant au nom et pour le compte de la société

☐ déclare que la société susvisée (ou un de ses cotraitants ou sous-traitants qu'il est envisagé de faire intervenir pour l'exécution du présent marché) présente des liens avec le groupement candidat à l'appel d'offres visant à attribuer le marché de conception-réalisation et aménagement du centre pénitentiaire de Nîmes Sud (30).

Fait à _____ le _____

agissant au nom et pour le compte de la société

Fait à _____ le _____

Détail du groupement attributaire :

- **BOUYGUES BATIMENT CENTRE SUD-OUEST (Mandataire)**
- **BOUYGUES BATIMENT SUD-EST (Constructeur Entreprise générale)**
- **VALODE & PISTRE ARCHITECTES (Architecture, urbanisme, signalétique)**
- **WTFA - ARCHITECTES ASSOCIES (Architecture)**
- **COLAS France (Terrassement - Voirie – Réseaux)**
- **WSP France (Ingénierie TCE (Structure, VRD, Fluides, Thermique, Électricité, Coordination SSI)**
- **TRIBU ENERGIE (écologie environnement)**
- **DFENCO (sureté – SSI)**

**** Fin du document****